

## **GE\_GERICHTE ATAS/132/2015 vom 18. Februar 2015**

GE Cour de justice, 2015-02-18, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ATAS\\_132\\_2015](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_132_2015)

FR: GE\_GERICHTE ATAS/132/2015 du 18 février 2015

IT: GE\_GERICHTE ATAS/132/2015 del 18 febbraio 2015

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

Prend acte de ce que l'intimé renonce à la prise en compte d'un gain potentiel à compter du 1er juin 2014, dans le sens des considérants. Ceci fait :

#### **E. 2**

Admet le recours et annule la décision sur opposition du 10 novembre 2014 du service des prestations complémentaires en tant qu'elle prend en compte un gain potentiel pour l'épouse du recourant dès le 1er juin 2014, dans le sens des considérants.

#### **E. 3**

Dit que la procédure est gratuite.

#### **E. 4**

Informe les parties de ce qu'elles peuvent former recours contre le présent arrêt dans un délai de 30 jours dès sa notification auprès du Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 LUCERNE), par la voie du recours en matière de droit public (art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral, du 17 juin 2005 – LTF - RS 173.110) aux conditions de l'art. 95 LTF pour ce qui a trait aux prestations complémentaires fédérales, par la voie du recours constitutionnel subsidiaire (articles 113 ss LTF) aux conditions de l'art. 116 LTF pour ce qui a trait aux prestations complémentaires cantonales. Le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire; il doit être adressé au Tribunal fédéral par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. Le présent arrêt et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi.

La greffière :

Isabelle CASTILLO

La Présidente :

Juliana BALDÉ Une copie conforme du présent arrêt est notifiée aux parties ainsi qu'à l'Office fédéral des assurances sociales par le greffe le

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.